

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 566 du 02.02.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Dossier

1-1 L'occupation a arrêté 4168 Palestiniens en 2010.

1-2 Jonathan COOK. : Israël a déclaré la guerre aux enfants de Jérusalem.

1-3 Dans les prisons israéliennes, 25 Palestiniens vivent une mort lente.

1-4 Les prisonniers, combattants de la liberté !

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

2-1 Susan Abulhawa : Pour BHL, témoigner sur la Palestine, c'est "diaboliser Israël".

2-2 Colette Berthès : Le Mur, rêve israélien, cauchemar palestinien.

2-3 Alain Gresh : Palestine, fausses révélations, inquiétants éclairages.

2-4 Jacob Cohen : Les sayanim : des « agents dormants » très actifs au service d'Israël.

1 Dossier

1-1 L'occupation a arrêté 4168 Palestiniens en 2010.

Selon un rapport publié, par le chercheur pour les affaires des prisonniers palestiniens, Abdel Nasser Farawana les forces de l'occupation israéliennes ont arrêté 4168 Palestiniens au cours de l'année 2010, soit une moyenne de 347 arrestations par mois, et un taux de 11 arrestations par jour.

Farawana a précisé : « l'année passée a témoigné une grave escalade dans les crimes et les violations commis par les Israéliens, sans compter les meurtres et les nouvelles lois pour harceler les prisonniers »

Les enfants : première cible des Israéliens

Farawana a souligné que « 7612 Palestiniens ont été arrêtés par l'occupation en 2007, 5818 autres en 2008, 5132 détenus à 2009, alors que 4168 personnes ont été enlevées en 2010 ».

Le chercheur a souligné que les arrestations israéliennes comportent des enfants, des femmes, des mères, des épouses, des handicapés, des malades, des dizaines de députés et dirigeants politiques, ainsi que certains ministres dans des gouvernements palestiniens précédents.

« Tout ceux qui ont été arrêté , ont été victimes de toute forme d'abus, de torture physique ou psychologique et émotionnel, devant les membres de la famille» a notamment insisté Farawana.

L'escalade des violences

Le chercheur a noté que le nombre total des détenus palestiniens dans les geôles israéliennes a atteint 6500 prisonniers. Et que les conditions des prisonniers vont de mal en pis, où l'occupation agit toujours comme un «Etat au-dessus de la loi», qui, viole et légifère et pratique et commet des crimes contre l'humanité sous un silence international injustifié.

Les violations se sont multipliées et leur horreur s'est intensifiée, les crimes ont augmenté, la liste des patients s'est allongée, et l'utilisation excessive de la force contre les prisonniers est devenue un phénomène dans toutes les prisons et centres de détention dans les territoires palestiniens occupés (soi-disant Israël), ce qui met en grand danger la vie des prisonniers en général.

Martyre de prisonniers

Le rapport a indiqué que l'année 2010 a marqué le martyre de deux prisonniers en raison de la détérioration de la situation sanitaire, de la négligence médicale volontaire et la torture, citant leurs noms comme suit :le prisonnier Raed Mahmoud Ahmad Abou Hammad, 31 ans, de la ville d'Al- E'izaria à Jérusalem (Al-Qods occupée), qui fut martyrisé dans sa cellule d'isolement, et le prisonnier Mohamed Abdel Salam Moussa Abidin, 39 ans, l'un des habitants d'Al Qods occupée également. Aussi les forces occupantes israéliennes ont également assassiné un certain nombre de citoyens après les avoir été arrêtés et contrôlés.

Farawana a fini son rapport en appelant toutes les organisations et les institutions internationales à rompre leur silence, de reconsidérer leurs positions et prendre des mesures pour protéger leurs lois et leurs chartes violées par les autorités de l'occupation au su et vue du monde entier, afin de garantir l'application des conventions internationales sur les détenus dans ses prisons.

01/01/2011

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=168304&language=fr>

1-2 Jonathan COOK. : Israël a déclaré la guerre aux enfants de Jérusalem : 1 200 arrestations en un an.

On a critiqué la police israélienne pour son traitement de centaines d'enfants palestiniens arrêtés et interrogés parce qu'ils étaient soupçonnés d'avoir lancé des pierres à Jérusalem Est (sous occupation NdT).

Au cours de l'année dernière des enquêtes criminelles ont été lancées contre plus de 1 200 mineurs palestiniens de Jérusalem suspectés d'avoir jeté des pierres, selon les statistiques de la police publiées par l'Association des Droits Civils en Israël (ACRI). C'est presque le double des arrestations opérées l'année dernière dans le territoire palestinien (occupé NdT) de Cisjordanie qui est beaucoup plus grand. La plupart des arrestations ont eu lieu dans le district de Silwan, tout près de la vieille ville de Jérusalem là où 350 colons ont construit, au milieu des 50 000 habitants palestiniens, des enclaves illégales bénéficiant d'une lourde protection armée.

Le mois dernier, on a rapporté qu'à Silwan, une large foule avait empêché l'arrestation de Adam Rishek, un enfant de sept ans accusé d'avoir lancé des pierres. C'est un signe de la colère croissante causée par ces arrestations. Ses parents ont ensuite porté plainte parce que, selon eux, il avait été battu par les officiers de police.

Les tensions entre les colons et les résidents palestiniens ont augmenté régulièrement depuis que la municipalité de Jérusalem a rendu public en février dernier le projet de démolir des douzaines de maisons palestiniennes dans le quartier de Bustan pour agrandir un parc archéologique à thème biblique qui est géré par Elad, une organisation de colons.

Le projet a été mis sous le coude suite à des pressions étasuniennes sur Benjamin Netanyahu, le Premier Ministre israélien. Fakhi Abu Diab, un leader communautaire local, a mis en garde les autorités sur le risque que les affrontements réguliers entre les colons et les jeunes palestiniens de Silwan, qu'on appelle parfois "l'intifada de pierre", ne dégénèrent en un soulèvement palestinien de grande ampleur.

"Nos enfants sont sacrifiés pour permettre aux colons de prendre la place de notre communauté" dit-il.

Dans la conclusion d'un reportage récent appelé "espace dangereux" ACRI affirme que la police dans son effort pour nettoyer le quartier des lanceurs de pierre ont violé les droits légaux des enfants et occasionné aux mineurs des traumatismes profonds.

Des témoignages rassemblés par des groupes de défense des droits de l'homme dévoilent le schéma répétitif suivant : on arrête les enfants au cours de raids à la faveur de la nuit (qui tombe vers 19H en Israël NdT), on leur met les menottes et on les interroge pendant des heures hors de la présence d'un parent ou d'un homme de loi. Dans de nombreux cas, les enfants ont affirmé avoir subi des violences ou fait l'objet de menaces.

Le mois dernier, 60 experts légaux israéliens des soins des enfants, dont Yehudit Karp, une ancienne élue et ancienne Ministre de la Justice, ont écrit à M. Netanyahu pour condamner le comportement de la police.

" Nous sommes particulièrement troublés par les témoignages d'enfants de moins de 12 ans, l'âge légal pour être responsable pénalement, qui ont été soumis à des interrogatoires au cours desquels ils ont subi des violences et des abus de pouvoir."

A la différence de la Cisjordanie qui est gouvernée par la loi militaire, les enfants de Jérusalem Est soupçonnés d'avoir lancé des pierres devrait être traités selon le droit criminel israélien.

Israël a annexé Jérusalem Est après la guerre des six jours de 1967, en violation du droit international et ses 250 000 habitants palestiniens ont le statut de résident permanent en Israël.

Les mineurs, c'est à dire les moins de 18 ans, devraient être interrogés par des officiers spécialement entraînés pour ça et seulement pendant les heures de la journée. Les enfants doivent pouvoir consulter un avocat et un parent devrait être présent.

Ronit Sela, un porte-parole de l'Association pour les Droits Civils en Israël (ACRI) dit que son organisation a été "choquée" par le grand nombre d'enfants arrêtés à Jérusalem Est dans les derniers mois, souvent par des unités de la police secrète.

"Nous avons reçu beaucoup de témoignages d'enfants qui nous ont décrit les violences terrifiantes qu'ils ont subi pendant leurs arrestations et leurs interrogatoires".

Muslim, qui a 10 ans, habite dans le quartier de Bustan dans une maison dont les autorités israéliennes ont ordonné la démolition. Son cas est répertorié dans le rapport de ACRI et dans un interview il a raconté qu'il avait été arrêté quatre fois cette année alors qu'il n'a pas l'âge d'être responsable au regard de la loi pénale. La dernière fois c'était en octobre ; il fut agrippé par trois policiers en civil qui avaient sauté d'une camionnette.

"Un des hommes m'a saisi par derrière et m'a étouffé. le second a attrapé ma chemise et l'a arrachée de mon dos et les troisième m'a tordu les mains derrière le dos et me les a attachées avec une corde en plastique. "Qui a lancé des pierres ?" m'a demandé l'un d'eux. "Je ne sais pas" ai-je répondu. Alors il s'est mis à me frapper sur la tête et j'ai hurlé de douleur."

Muslim fut emmené en garde à vue et relâché six heures plus tard. Un docteur a constaté que l'enfant avait des blessures qui saignaient aux genoux et des hématomes sur plusieurs endroits du corps.

Selon le père de Muslim qui a deux enfants en prison, l'enfant fait des cauchemars la nuit et n'arrive plus à se concentrer à l'école : "Cela l'a terriblement perturbé." Mme Sela a déclaré que les arrestations se multipliaient à Silwan depuis qu'un garde de sécurité privé avait tué le Palestinien Samer Sirhan avec son arme à feu en septembre, et blessé deux autres Palestiniens.

Les affrontements entre les colons et la jeunesse de Silwan ont pris une place centrale dans les médias en octobre quand le directeur de l'organisation de colons Elad, David Beerli, a été filmé en train de foncer sur deux jeunes qui lançaient des pierres sur sa voiture.

Un des deux, Amran Mansour, 12 ans, qui avait été propulsé par dessus le capot de la voiture de M. Beerli fut arrêté peu de temps après lors d'un raid en pleine nuit dans son domicile familial.

En octobre dernier aussi, neuf MP (Membres du Parlement) de droite se sont plaints d'avoir reçu des pierres alors qu'ils faisaient une visite de solidarité en minibus à Beit Yonatan, une grande demeure que les colons contrôlent à Silwan. La Cour de Justice d'Israël en a ordonné la démolition mais le Maire de Jérusalem, Nir Barkat, refuse de le faire.

Suite a cette attaque, Yitzhak Aharonovitch, le Ministre de la Sécurité Publique a déclaré : "Nous ferons cesser ces jets de pierre au moyen de la police secrète et de la police en uniforme et nous ramènerons le calme." Le mois dernier la police a annoncé que des arrestations à domicile d'enfants seraient opérées plus souvent et que des amendes allant jusqu'à 1 400 dollars seraient imposées aux parents.

B'Tselem, un organisme israélien des droits de l'homme, a rapporté le témoignage de "A.S." un enfant de 12 ans qui a été emmené pour un interrogatoire à 15 heures.

"Je suis resté à genoux en face du mur. Chaque fois que j'essayais de me lever un homme en vêtements civils me donnait un coup sur la tête... L'homme m'a dit de me prosterner sur le sol et de demander pardon, mais j'ai refusé en disant que je ne m'inclinais que devant Allah. Pendant tout ce temps les pieds et les jambes me faisaient horriblement mal. J'étais terrifié et je tremblais de tous mes membres."

B'Tselem a déclaré : "Il est difficile de croire que les forces de sécurité appliqueraient le même traitement à des jeunes juifs."

Micky Rosenfeld, un porte-parole de la police a nié le fait que la police avait violé les droits des enfants. Il a ajouté : "Il revient aux parents de s'assurer que leurs enfants ne se livrent pas à des actes criminels."

Selon Jawad Siyam, un militant de la communauté de Silwan, le but des arrestations et de l'activité croissante des colons est de " nous rendre la vie insupportable pour nous forcer à partir."

Les 60 experts qui ont écrit à M. Netanyahu ont affirmé que les abus dont sont victimes les enfants provoquent "des désordres nerveux post-traumatiques comme les cauchemars, l'insomnie, les pipis au lit et la crainte incessante des policiers et des soldats." Ils ont aussi fait remarquer que les enfants qui étaient assignés à résidence étaient de ce fait privés d'éducation.

L'année dernière, le comité contre la torture de l'ONU a exprimé sa "profonde inquiétude" devant le traitement qu'Israël réserve aux mineurs palestiniens et a dit qu'Israël violait la Convention des Droits des Enfants de Genève qu'il a pourtant signé.

Au cours des 12 derniers mois, l'organisation appelée Défense Internationale des Enfants a fourni à l'ONU des détails sur les abus physiques et psychologiques que plus de 100 enfants affirment avoir subies pendant leur garde à vue par l'armée.

16 décembre 2010

Jonathan Cook est un écrivain et un journaliste basé à Nazareth en Israël. Ses derniers livres sont : Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran et the Plan to Remake the Middle East (Pluto Press) et Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair (Zed Books).

(Dissident Voice)

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2010/12/i...>

Traduction : D. Muselet

<http://www.legrandsoir.info:80/Israel-a-declare-la-guerre-aux-enfants-de-Jerusalem-1-200-arrestations-en-un-an-Dissident-Voice.html>

1-3 Dans les prisons israéliennes, 25 Palestiniens vivent une mort lente.

Le haut comité national pour soutenir les captifs a confirmé que 26 Palestiniens souffrent de leur handicap, en plus de l'enfermement, en plus du mauvais traitement des occupants israéliens. Ces derniers s'entêtent à ne pas leur donner le soin nécessaire à leur cas. Ce sont les occupants qui ont causé leur handicap.

A l'occasion du jour mondial du handicap, le 3 décembre 2010, le haut comité a publié un rapport spécial. Notre Centre Palestinien d'Information (CPI) en a reçu une copie. Le rapport attire l'attention sur le fait que certains captifs sont invalides, à cause de la torture pratiquée par les occupants israéliens. A titre d'exemple, Nader Mossalima, 45 ans, du village de Beit Awa, en Cisjordanie, a subi des frappes très dures sur la colonne vertébrale, pendant l'enquête. Cette torture lui a causé la paralysie aux pieds. Et durant ses sept ans d'emprisonnement, il a eu le droit à cette négligence médicale sioniste qui tue à petit feu tous les captifs palestiniens.

C'est aussi le cas du captif Mohammed Mustapha Abdou Al-Aziz, du camp de Jabalia, au nord de la bande de Gaza. Il est paralysé, à cause de la torture et des mauvaises conditions des prisons israéliennes, à cause de la négligence médicale. Au moment de son arrestation, en l'an 2000, il ne souffrait de rien.

C'est durant les périodes d'investigations qu'il est devenu invalide. Il ne peut plus actionner ses jambes normalement. Et avec la politique de négligence médicale et les mauvaises conditions d'emprisonnement, son état de santé s'est détérioré. Bien qu'il ait purgé deux tiers de ses peines, les occupants israéliens refusent de le libérer, de le laisser partir pour qu'il soigne ses maux.

Riyad Al-Achqar, responsable d'informations du comité, souligne que les occupants israéliens arrêtent les Palestiniens même s'ils sont malades, handicapés, physiquement ou psychologiquement.

Nader Mossalima, originaire de la ville d'Al-Khalil, a été kidnappé, il y a peu de temps, avec son fauteuil roulant.

Nahed Fraj, de la bande de Gaza, a été arrêté sur le point de passage d'Al-Karama ; il revenait de Jordanie où il était allé soigner sa jambe droite coupée et sa jambe gauche menacée du même sort. En dépit de ses souffrances, il a été torturé et condamné à trois fois la perpétuité !

Khaled Al-Chawich, de la ville de Ramallah, a été condamné à dix fois la perpétuité ! Bien qu'il souffre d'une paraplégie partielle, qu'il porte une prothèse à la place de sa jambe gauche, qu'il souffre de problèmes psychologiques.

En outre, trois handicapés mentaux ont été kidnappés, en novembre dernier.

Négligence médicale volontaire

Al-Achqar note que des centaines de captifs palestiniens voient leur état de santé détérioré, en raison des conditions très difficiles des prisons israéliennes. Ils sont entassés dans des cellules étroites, sans un minimum de soins médicaux. La plupart des prisons israéliennes ne possèdent pas de médecin ; les malades attendent un temps interminable avant d'en avoir un. Et souvent, les malades n'ont pour tout soin qu'un cachet d'Akamol.

Après une longue attente avant une opération chirurgicale, beaucoup de captifs malades voient leurs membres coupés. Et après une longue attente avant de faire enfin les examens, les analyses, les radios, entre autres, une attente de plusieurs mois, voire des années, les maladies deviennent chroniques.

Les appareils et les prothèses

Al-Achqar confirme que les prisons israéliennes sont constamment en manque d'appareils spéciaux pour l'asthme ou d'autres maladies, en manque de prothèses, de lunettes, de fauteuils. Les occupants israéliens refusent leur entrée même par les institutions spécialisées ou les organisations juridiques. Non seulement les malades ne reçoivent pas le soin nécessaire, mais ils sont de plus l'objet d'humiliations, de persécutions. Leur état n'a jamais pris en considération pendant leur transfert vers les tribunaux. Parfois, ils n'ont pas un siège assis dans le véhicule.

Les malvoyants

Les prisons israéliennes renferment deux aveugles : Alaa Al-Baziyan, enfermé depuis 25 ans, et Ibada Saïd, de la ville de Naplouse, enfermé depuis 11 ans. Le problème, c'est que des dizaines de captifs sont menacés de perdre leur vue, faute de soin, de médecins, d'ophtalmologues...

Puis il y a cet isolement qui joue beaucoup sur l'état psychique des captifs. L'exemple d'Awida Klab est probant. Depuis son enfermement, il y a 22 ans, il a été 13 fois isolé ; il a perdu sa santé mentale et il ne connaît plus sa famille, ni même ses voisins de prison.

Enfin, le comité a appelé les institutions de droits de l'homme à intervenir pour libérer les captifs malades et handicapés afin qu'ils trouvent le soin nécessaire à l'extérieur.

22 décembre Gaza – CPI

<http://www.palestine-solidarite.org/rapport.CPI.221210.htm>

1-4 Les prisonniers, combattants de la liberté !

Tout Palestinien est potentiellement le prisonnier d'Israël, du seul fait qu'il soit Palestinien.

Car l'institution carcérale est au service du plan sioniste de destruction de l'identité palestinienne.

La prison coloniale israélienne est un auxiliaire de l'agression guerrière. En procédant méthodiquement à l'anéantissement physique et psychologique du détenu, elle prend part à l'exercice de la violence par laquelle l'occupant cherche à imposer sa loi.

La prison coloniale israélienne est aussi un substitut de la peine de mort. Elle permet de criminaliser les combattants de la résistance tout en assurant au régime sioniste une façade « démocratique ».

Le système pénitentiaire sioniste enferme la société palestinienne dans une toile d'araignée dont les maillages n'épargnent personne, hormis les collaborateurs. Cette société, il cherche à la détruire en ciblant la structure familiale : il n'existe aucune famille palestinienne qui ne compte parmi ses membres un détenu ou un ex-détenu. Il s'attaque aux forces vives de la nation palestinienne en emprisonnant les enfants. Aujourd'hui, il devient improbable de croiser en Palestine occupée un Palestinien qui n'ait été raflé ou arrêté. Il en résulte qu'en Palestine, la proportion de prisonniers politiques par rapport à l'ensemble de la population est la plus élevée au monde. D'autres prisonniers arabes subissent le même sort que les Palestiniens. « Coupables » de résistance au plan de domination occidentale au Moyen-Orient, tous vivent l'enfer du cachot et de la torture dans les prisons de l'occupation et de la collaboration.

Mais l'acharnement à « punir » et à emprisonner dans des proportions industrielles révèle en réalité la peur du régime colonial sioniste d'échouer dans son projet, de se voir lui-même rayé sur le plan existentiel. Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Car si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Et c'est ce que prouve la place essentielle des prisonniers dans le combat national palestinien. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue. C'est donc lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne.

C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Ce calendrier se veut l'écho de cette revendication. Il donne aussi un visage et un nom à quelques-uns de ces prisonniers combattants de la justice, oubliés du monde et noyés dans un anonymat collectif. En saluant leur courage et leur patience, il leur rend l'hommage dû à tous les résistants.

COMITE ACTION PALESTINE

actionpalestine@hotmail.com

www.comiteactionpalestine.org

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Susan Abulhawa : Pour BHL, témoigner sur la Palestine, c'est "diaboliser Israël".

Un nouvel antisémitisme ? Je ne crois pas ! (Huffington Post).

Bernard-Henri Levy, la pop star française de la philosophie et de l'élite intellectuelle, a écrit un essai dans lequel il cite mon roman " Matins à Jenin" comme un des trois signes inquiétants qui le conduisent à se demander: "La diabolisation d'Israël ne finira-t-elle donc jamais ?" L'essai s'intitule "le nouvel antisémitisme". Les deux autres signes qui l'inquiètent sont le boycott grandissant d'Israël et un documentaire couvert d'éloges qui s'appelle "Les larmes de Gaza".

Examinons d'abord les cibles de M. Levy :

1) "Matins à Jenin" est une œuvre de fiction historique, dans laquelle des personnages de fiction vivent dans un contexte historique réel ; et je défie quiconque qui a fait ses propres recherches de contester la véracité des événements historiques qui forment l'arrière-plan du roman.

2) "Les larmes de Gaza" est un documentaire de Vibeke Lokkeberg qui traite du terrible impact des bombardements israéliens de 2008-2009 sur les enfants et les femmes de Gaza principalement.

3) Les militants qui participent et encouragent le boycott économique d'Israël sont des citoyens ordinaires du monde entier qui écoutent leur conscience et qui s'élèvent contre une grave injustice qui dure depuis trop longtemps contre le peuple natif d'Israël et de Palestine, c'est à dire le peuple palestinien.

Plutôt que d'offrir une analyse intelligente de l'un ou l'autre de ces trois signes qui le trouble, Levy a essentiellement recours aux insultes. Tout ce qu'il fait c'est asséner brutalement le mot "antisémite" pour discréditer tout portrait négatif d'Israël. L'emploi de ce mot -qui porte le douloureux poids de l'ostracisme, l'humiliation, la dépossession, l'oppression et enfin le génocide de personnes pour nulle autre raison que leur religion- par des gens comme Levy est si irresponsable qu'il déshonore vraiment la mémoire de ceux qui sont morts dans les camps de la mort pour le seul motif d'être juifs. Et je remercie Kurt Brainin, un survivant de l'holocauste d'avoir écrit une lettre très émouvante pour répondre à Levy exactement la même chose que moi.

Dans son essai, Levy ne cite pas le moindre point réellement antisémite qu'il aurait trouvé dans un des trois éléments auxquels il se réfère. Parce qu'il n'y en a pas. S'il avait pu en trouver un, il l'aurait cité, je crois.

En fait, de nos jours, le peuple qui est ostracisé, humilié, dépossédé et opprimé du seul fait de sa religion est le peuple palestinien, chrétiens et musulmans pareillement. Voilà le vrai antisémitisme aujourd'hui. Israël a effacé la Palestine de la carte, nous a expulsés et a volé tout ce que nous avions. Tout ce qui nous reste c'est moins de 11% de notre patrie historique qui a maintenant pris la forme de Bantoustans isolés, entourés de murs menaçants, de tireurs d'élite embusqués, de checkpoints, de routes réservées aux colons et de constructions incessantes de colonies juives sur la terre confisquée aux Palestiniens. Nous avons perdu le contrôle de nos ressources naturelles. La quantité d'eau que chacun reçoit dépend de sa religion et les Palestiniens doivent partager l'eau du bain pendant que les colons juifs voisins arrosent leurs pelouses et se baignent dans des piscines privées. Selon l'organisation "Défense Internationale des Enfants" à Jérusalem seulement Israël a emprisonné 1 200 enfants palestiniens cette année qui sont le plus souvent l'objet de violences et que l'on

force à signer des confessions en Hébreu, langue qu'ils ne comprennent pas.

A force de détruire les écoles palestiniennes Israël a créé à Gaza une génération entière d'âmes perdues qui grandissent en ne connaissant que la peur, l'insécurité et la faim. Des documents relatifs au cruel siège de Gaza et aux attaques sans merci contre la population civile révèlent les formules mathématiques utilisées pour rationner la nourriture et affamer Gaza. Les Palestiniens chrétiens ont été expulsés du lieu de la naissance de Jésus. Et rien n'arrête les abus inhumains que constituent les constantes expulsions, la démolition des maisons, le vol systématique, la destruction des moyens de subsistance, l'arrachage des arbres - spécialement des oliviers qui sont si précieux à la culture palestinienne - les couvre-feux, les fermetures des points de passage, la discrimination institutionnelle, etc, etc....

Au lieu de soutenir les grands idéaux juifs de justice et d'aide aux opprimés, M. Levy se rue à la défense d'Israël, à l'aide du mantra usé de "la seule démocratie du Moyen-Orient". L'Afrique du Sud de l'apartheid se prétendait aussi une démocratie tout en fauchant les petits garçons de Soweto (accessoirement avec des armes livrées par Israël). Et les USA aussi, à l'époque où 20% de la population était réduite à l'esclavage, achetée et vendue comme du bétail.

Tout aussi scandaleuse est l'étiquette générale "d'antisémite" qu'il colle sur tous ceux qui critiquent Israël. Ceux qui dénoncent les crimes extensifs d'Israël s'exposent à des accusations diffamatoires comme quoi ils sont immoraux, racistes et pleins de haine. Dans le cas de Vibeke Lokkeberg, Levy insiste sur le fait qu'elle est un ancien mannequin et ignore ses performances comme réalisatrice de film et auteur accomplis. Apparemment, en plus de suggérer qu'elle est raciste, il veut que les lecteurs croient aussi qu'elle n'a pas la capacité intellectuelle de créer une œuvre de valeur.

Cette tactique qui consiste à attaquer et essayer de discréditer la personne plutôt que d'analyser le message qu'elle véhicule est une vieille technique de propagande

M. Levy nous accuse de "diaboliser Israël" quand en fait tout ce que nous faisons est d'ouvrir le rideau, même un tout petit peu, pour montrer la triste vérité qui est cachée derrière. Je suppose que M. Levy pense comme la plupart des supporters juifs d'Israël le font, qu'il a plus de droits que moi sur la ferme de mon grand-père. Après tout c'est l'argument qui a présidé à la fondation d'Israël, n'est-ce pas ? La question est "pourquoi ?" et "comment ?" Pourquoi les Juifs du monde entier pourraient-ils avoir la double nationalité, celle de leur pays d'origine et celle de notre patrie, pendant que nous les Palestiniens nés en Palestine nous dépérissons dans des camps de réfugiés, dans la diaspora, dans des ghettos où patrouille l'armée d'occupation et des Bantoustans ? Comment se fait-il qu'un pays qui a une des armées les plus puissantes du monde et qui a commis des crimes tout à fait prouvés contre la population civile d'origine pratiquement désarmée d'un autre pays pendant 60 ans réussisse encore à se faire passer pour la victime ? Et pire encore que les vraies victimes qui essaient d'empêcher leur propre annihilation soient elles considérées comme les agresseurs ?

Nelson Mandela a dit une fois : "Nous savons tous très bien que notre liberté ne sera pas entière tant que les Palestiniens ne seront pas libres".

Désormais, en plus des déclarations de personnalités telles que lui, des gens partout dans le monde rejoignent peu à peu la lutte pour la justice et la liberté des Palestiniens ; et il paraît inévitable que le nettoyage ethnique systématique auquel Israël se livre trouvera enfin en face de lui une opposition suffisante pour forcer Israël à renoncer au racisme institutionnel et à accorder finalement à la population native non-juive les mêmes droits humains et légaux que les Juifs en Terre Sainte. C'est clairement ce qui fait peur à M. Levy.

Susan Abulhawa

Susan Abulhawa est l'auteur de Mornings in Jenin (Bloomsbury 2010)

28 décembre 2010

Pour consulter l'original : <http://www.huffingtonpost.com/susan...>

Traduction : D. Muselet

URL de cet article 12330

<http://www.legrandsoir.info/Un-nouvel-antisemitisme-Je-ne-crois-pas-Huffingt>

2-2 Colette Berthès : Le Mur, rêve israélien, cauchemar palestinien.

Retour de Palestine. Récit exclusif pour LGS.

Du haut de la colline de Ras al 'Amud la ville est belle, blanche sous un beau soleil qui déjà tape fort. On est pourtant début novembre. L'année, à ce que disent les habitants, a été particulièrement chaude et sèche, pas assez d'eau l'hiver passé et une forte canicule tout au long de l'été qui a grillé les cultures et fait sécher les arbres, du moins pour de nombreux paysans palestiniens rationnés en eau.

A Jérusalem, un serpent dans la ville

Du haut de la colline de Ras al 'Amud la ville est belle, blanche sous un beau soleil qui déjà tape fort. On est pourtant début novembre. L'année, à ce que disent les habitants, a été particulièrement chaude et sèche, pas assez d'eau l'hiver passé et une forte canicule tout au long de l'été qui a grillé les cultures et fait sécher les arbres, du moins pour de nombreux paysans palestiniens rationnés en eau.

Sous nos yeux, à flanc de colline, s'étend l'immense cimetière juif qui descend jusqu'à la vallée du Cédron, wadi el juz en arabe. A droite le mont des Oliviers, en bas le côté oriental de la vieille ville ceinte de ses murs crénelés, qui dresse ses dômes, ses clochers, le bleu et l'or du Dôme du Rocher et autour de cette splendeur, sur les côtés, sur toutes les collines et, en arrière plan, aussi loin que la vue porte, des centaines d'immeubles blancs de plusieurs étages, un peu de pierre et beaucoup de béton. La photo souvenir par excellence, Jérusalem l'éternelle, Jérusalem la moderne, Jérusalem la juive...où il reste encore quelques îlots arabes -on ne dit pas « palestiniens »- : la plus grande partie de la vieille ville, les quartiers est, de moins en moins d'endroits et de population mais encore trop pour les dirigeants israéliens.

D'ici tout est calme et beauté : pas de soldats, pas de check points, le Mur – Al djidar en arabe, el geder en hébreu- est invisible. Il y a sûrement des caméras mais elles sont discrètes. Pour monter notre mini- bus est passé volontairement par un quartier arabe- routes étroites, défoncées, ordures dans les rues, réservoirs d'eau sur les toits, modestes magasins qui vendent un peu de tout - le contraire de la ville juive, claire, propre, parsemée de parcs et jardins, percée de belles avenues. Deux mondes, l'un à côté de l'autre qui se fréquentent peu sauf durant les heures de travail,(les palestiniens allant souvent travailler côté israélien, ouvriers, maçons, jardiniers, employés etc) des langues, des religions, des modes de vie, des traditions qui diffèrent et surtout, un de ces mondes- l'israélien- s'imposant par la force à l'autre- le palestinien. Les murs ne sont pas que de béton !

Le Mur est pourtant là, tout près, quelque part derrière nous, de l'autre côté du Mont des Oliviers, à l'est et au sud -est de la ville, au nord, partout sauf à l'ouest vers Israël. Un immense serpent qui a avalé des milliers de dunums (1 dunum égale 1000 m.carrés), détruit des maisons, séparé des familles, tué des activités économiques, coupé des quartiers et des villes en deux, et surtout, expulsé de fait le maximum de population palestinienne hors du grand Jérusalem.

Ce monstre de béton de 7 mètres de haut – deux fois plus que le mur de Berlin- est surveillé par des tours de guet aux vitres blindées, des caméras, des détecteurs. Il n'ouvre ses énormes portes de métal assez larges pour laisser passer des chars que pour l'armée israélienne. Les rares points de passage entre les Territoires et Israël, appelés de façon moderne des « terminaux »- ça fait mieux que « points de contrôle » - sont des obstacles infranchissables à qui n'a pas les autorisations ad hoc. Après la vue touristique, nous descendons vers le nord- est. La route s'arrête brusquement devant le mur qui coupe en deux le quartier de Dahiet al barid dont la plus grande partie se retrouve de l'autre côté. Il isole aussi le quartier d'al Ram de Jérusalem.

Aux alentours du Mur nombre d'appartements sont vides, la plupart des magasins fermés. L'école située en zone israélienne a perdu la plupart de ses élèves coincés de l'autre côté du mur. Ceux dont les parents ont une voiture viennent encore après un long détour, le passage plus ou moins rapide, d'un check point et des embouteillages énormes puisque le bout de quartier restant sur Jérusalem n'est plus desservi que par une seule rue.

Des zones de non droit

De l'autre côté, environ 60 000 habitants vivent dans une zone de non-droit, un ghetto. Comme ceux d'autres quartiers de Jérusalem expulsés derrière le mur. Une partie des terres de Al ram a été confisquée pour agrandir la colonie de Neve Ya'akov. La zone industrielle d'Atarot s'est installée à cheval sur Israël, à la limite de la « Ligne Verte » et sur des terres d'al Ram et des villages voisins. Colonies et zones industrielles polluent le voisinage arabe sans état d'âme : les eaux usées des colons se déversent à ciel ouvert dans la partie basse de Dahiet al Barid et la zone industrielle comprend des usines et ateliers extrêmement polluants en particulier des abattoirs. Parfois des flots de sang coulent jusque sur la route bordée par le Mur qui en conserve des traces rougeâtres.

Dans ces zones ouvertes vers les Territoires sous contrôle palestinien, la police palestinienne n'a pas le droit d'intervenir. La police israélienne n'y entre pas non plus puisque zone hors d'Israël. Seule l'armée israélienne y pénètre comme elle veut, quand elle veut, de jour comme de nuit.

Et les histoires de meurtres, voitures volées, trafic en tous genres, drogue, prostitution, ne sont absolument pas son problème ni celui du gouvernement israélien. Au contraire : plus la société palestinienne se délite, mieux Israël se porte. Pour Sabri, notre accompagnateur « L'occupation, ce n'est pas seulement prendre des terres, c'est aussi pourrir la société palestinienne. » Depuis une hauteur, au bout d'une colonie, - maisonnettes et jardins fleuris, les bougainvillées sont magnifiques- on voit, de l'autre côté du Mur, le camp de Shufat où 10 000 réfugiés de l'intérieur s'entassent : des familles chassées en 1948 de leurs villages qui avaient trouvé refuge à Jérusalem puis ont à nouveau été chassées en 1967. Installés à Shufat, les habitants qui tous travaillaient, étudiaient à Jérusalem, ont été rejetés vers la Cisjordanie ainsi que ceux de deux villages proches Anata et Dahiyat es Salam. Ceux qui ont une carte de résident peuvent y aller, à condition d'être patients, on ne sait jamais si on mettra cinq minutes ou une heure pour passer les contrôles, et à condition qu'on ne leur retire pas un de ces jours la fameuse carte. Accordée aux palestiniens de Jérusalem – même vivant là depuis des générations, ils y sont considérés comme étrangers- et des quartiers inclus dans la ville, elle permet une (assez) libre circulation et une vie (à peu près) normale. Mais elle est réservée à ceux qui y habitent. A quand sa suppression pour ceux qui ont été repoussés en dehors du Mur ?

Le Mur de béton se transforme, à la campagne, en « barrière », le nom fait champêtre, on imagine de l'herbe verte et des moutons derrière la clôture. En fait cette barrière est multiple : côté palestinien, plusieurs rouleaux de barbelés entassés, un fossé anti -véhicule, une route pour l'armée, un muret rehaussé d'un grillage de 3 m de hauteur truffé d'électronique. De l'autre côté une piste sablée où la moindre trace est visible et une autre route pour les véhicules militaires ! Avec toujours des tours blindées, des caméras sophistiquées et des radars.

Ajoutons que l'approche du Mur est interdite à moins de 200 à 300 mètres – nombre d'habitations gênantes ont été détruites- donc pas de constructions nouvelles à proximité. Ni ailleurs dans les quartiers palestiniens de la ville puisque le permis de construire ou simplement d'agrandir une habitation n'est pratiquement jamais accordé aux Palestiniens de Jérusalem. Alors quand la famille s'agrandit, lorsqu'il y a un mariage, les gens sortent de la ville pour construire derrière le Mur tout en gardant leur pied à terre dans Jérusalem donc leur carte de résident. Là aussi toute construction est « illégale » et peut recevoir un ordre de démolition, mur ou pas à proximité. Mais le pouvoir israélien tolère en général ces constructions en application de la politique de transfert qui vise à exclure le maximum des habitants arabes de la ville « intra muros. »

A Bethléem, une galerie d'art à ciel ouvert . Autour de Bethléem comme à Bil'in, vers le Nord ou vers la vallée du Jourdain son but est autre : séparer les colonies des agglomérations palestiniennes et surtout confisquer des terres au profit des dites colonies.

Bethléem et les villages alentour sont complètement entourés par le Mur qui passe souvent au ras des maisons. L'une d'elle est même entourée par le mur sur trois côtés. Ses habitants ont interdiction d'ouvrir les fenêtres de l'étage supérieur car il domine l'autre côté du mur !

Les 200 mètres de sécurité sont des décharges à ciel ouvert : gravats et restes des édifices démolis, plastiques amenés par le vent, verre cassé, objets divers. Le mur sert aux militants et artistes locaux et étrangers comme support de création : des dessins hauts en couleur, des slogans, des caricatures, des fresques. Ici, Handdalah, le petit palestinien du caricaturiste Naji Al Ali assassiné à Londres en 1987, l'enfant qui ne montre jamais son visage car toujours tourné vers la route du retour en Palestine, plus loin des dessins réalisés par des jeunes de la banlieue parisienne, et au détour d'un virage, surprise ! Grandeur nature, une affiche encore bien visible du poète palestinien Mahmoud Darwish, collée par Ernest Pignon -Ernest alors en résidence en Palestine. Dans cette région, le mur parle, il raconte la dépossession, la lutte quotidienne, le malheur et parfois aussi l'espoir.

Quelques kilomètres plus loin au fond d'un vallon, en pleine campagne, le chemin de terre s'arrête net devant la barrière. De l'autre côté une petite ferme, quelques arbres, des champs et au dessus sur les collines caillouteuses et sèches, une belle et grande colonie. Ce paysan a obtenu de rester sur ses terres avec sa famille, coïncé, mais chez lui. Pour rejoindre Bethléem, y vendre ses produits, faire ses courses, envoyer ses enfants à l'école, il dépend du bon vouloir de l'armée qui ouvre et ferme le portail. Combien de temps tiendront-ils ? Quant aux terres du village situées du maintenant « côté israélien » de la clôture...gageons que d'ici à quelques années, n'ayant pas été cultivées donc considérées comme abandonnées, elles serviront à l'agrandissement de la colonie. Les colons sont partout en Eretz Israël, la terre d'Israël...

Hébron : deux murs pour une ville

Plus au sud, à Hébron, la situation se complique car s'il y a une grosse colonie à l'extérieur de l'agglomération -Kiryat Arba'a , sioniste et religieuse, 8000 habitants environs dont de nombreux français – il y en a cinq petites dans Hébron même toutes situées à proximité du tombeau des patriarches (el ahram) et dans la vieille ville .

A l'est, le mur extérieur (clôture) suit en partie la ligne verte, rentre parfois profondément sur les terres palestiniennes puis entoure complètement le district de tous les côtés ne laissant qu'un point de passage. Le second mur coupe la vieille ville en deux, les deux parties restant de toute façon sous contrôle de l'armée israélienne. Il part de Kyriat Arba'a se dirige vers le tombeau des patriarches, suit la rue des martyrs , grimpe sur la colline de Tell Rumeidah et rejoint la colonie de Kfar Ezion vers le sud.

Du haut de Tell Rumeidah, une colline semée de maisons et jardins, là encore comme souvent en Palestine, la vue est superbe. Une centaine de familles palestiniennes s'accrochent et tentent de survivre au milieu de quatre cents ? Cinq cents colons ? (on ne connaît pas le chiffre exact) protégés par 1000 ? 1500 ? militaires. Pour rentrer dans ce ghetto des check points, on ne peut y passer qu'à pied, en bicyclette ou avec...un âne à condition qu'il y soit autorisé. Il y a quelques années, les ouvriers qui rénovaient des maisons de la vieille ville, elle aussi interdite de véhicules et utilisaient une charrette tirée par un cheval, ont eu la surprise de voir le passage interdit au cheval au motif qu'il n'avait pas d'autorisation pour entrer ! Ubu est roi dans cette région. Tous les transports se font à pied que ce soit les courses, les meubles, les malades ou les femmes sur le point d'accoucher transportés à bras ou sur une civière. Les colons et surtout les jeunes attaquent régulièrement les maisons, cassant les vitres, les portes, coupant les arbres, les empoisonnant, parfois même pénétrant dans les maisons et les

dévastant. Hashem, qui anime un comité de résistance pacifique, nous montre ses treilles coupées à la tronçonneuse, des détritres divers- vieux meubles, machine à laver- jetés dans son jardin par la famille du chef des colons, Baruch Marzel, qui vit juste au dessus dans un mobil home et son chemin barré qui les oblige, lui et les siens, à passer à travers cours et jardins désaffectés, à franchir des obstacles, des murets plusieurs fois par jour.

A Bil'in, Mandela, Ghandi et Luther King affrontent l'armée israélienne.

C'est à Bil'in qu'a commencé la résistance non violente contre le mur en 2005. Bil'in est un village de 1800 habitants situé à 15 kms à l'ouest de Ramallah et dont les terres s'étendent sur quatre cents hectares ou plutôt s'étendait. La construction du mur a amputé le village d'environ 230 hectares au profit des colonies qui mangent les collines face au village. Des habitants combattifs ont créé un Comité Populaire soutenu par toute la population. Chaque vendredi, depuis plus de cinq ans, le cortège des manifestants s'ébranle, palestiniens, militants israéliens et internationaux mêlés, en musique, avec des drapeaux palestiniens, direction le Mur. Et chaque vendredi les manifestants savent qu'ils vont être arrosés de gaz lacrymogènes, poursuivis, frappés et parfois tirés à balles réelles. En tête de cortège, ce vendredi 12 novembre, des drapeaux du Fatah et des responsables politiques du Fatah et du Front Populaire, car on est au lendemain de l'anniversaire de la mort d'Arafat. Un enfant tient un grand keffieh auquel sont accrochés des ballons aux couleurs du drapeau palestinien.

Le thème change chaque vendredi : après l'attaque de la flottille pour Gaza ce sont des bateaux qui se sont dirigés vers les soldats, une autre fois des personnages d'Avatar, peints en bleu de la tête aux pieds. Ou encore une des plus belles idées : des manifestants costumés et très bien grimés en Mandéla, Ghandi ou Luther King s'avançant sans crainte vers la barrière et les soldats.

La lutte a été chèrement payée : un mort, plus de 1300 blessés, des raids réguliers de l'armée dans le village, des arrestations et des peines de prison mais elle a abouti à une victoire partielle : le tribunal a décrété que le mur devait être déplacé, une centaine d'hectares rendus à Bil'in et d'autres villages. Mais les juges ont conforté la présence de la colonie tout en interdisant son agrandissement.

Cette demie-victoire encourage les nombreux Comités Populaires qui se sont créés dans une quarantaine de villes et villages à poursuivre la lutte non violente pour faire reculer le mur vers ou au plus près de la Ligne verte (la frontière de 1948, différente de celle accordée par le partage des Nations Unies).

Quand on suit le Mur, la conclusion de Sabri s'impose : « la Nakba, ce n'est pas seulement en 1947 qu'elle a eu lieu, elle dure encore aujourd'hui. »

En même temps on entend de plus en plus de voix qui murmurent qu'une « troisième intifada » est possible et d'autres encore plus nombreuses qui disent que mur de séparation ou pas, il ne peut y avoir qu'un seul état dans la région quel que soit son nom, car les populations juives et non juives sont maintenant inextricablement mêlées. Et si on en revenait aux propositions palestiniennes des années 70 : « une Palestine unie, libre et laïque et démocratique dont tous les habitants seraient égaux quelles que soient leur religion (ou non religion), leurs idées et leur origine » ?

Colette Berthès.

2 janvier 2011

URL de cet article 12338

<http://www.legrandsoir.info/Le-Mur-reve-israelien-cauchemar-palestinien.html>

17 janvier 2011

2-3 Alain Gresh : Palestine, fausses révélations, inquiétants éclairages.

nb : Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses et le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

Les documents révélés par la chaîne Al-Jazira sur la Palestine (en collaboration avec le quotidien anglais The Guardian) sous le nom de Palestine Papers, dont la publication a commencé le 24 janvier, ont suscité des commentaires hâtifs et parfois faux.

L'Autorité palestinienne aurait accepté des concessions sans précédent sur Jérusalem, sur les réfugiés, sur les frontières. Rien n'est plus éloigné de la vérité.

En revanche, ces compte-rendus de réunions, à condition de les prendre pour ce qu'ils sont (des documents qui ne disent pas forcément LA vérité), confirment la faiblesse de l'Autorité, le fait qu'il n'existe pas de partenaire israélien pour la paix, ainsi que l'engagement américain aux côtés d'Israël : rien qui bouleversera les lecteurs de ce blog, mais des précisions utiles. Ils éclairent aussi sous un jour assez sinistre la collaboration, en partie connue, des services de renseignement israéliens et palestiniens – d'autant plus sinistre qu'elle ne s'inscrit nullement dans une dynamique de règlement du conflit.

Pour ceux qui ne l'ont pas lu, Il n'y aura pas d'Etat palestinien (Max Milo, 2010), le livre de Ziyad Clot, raconte l'histoire des négociations de ces dernières années, auxquelles l'auteur a participé, et les raisons profondes de l'échec.

Je ne vais pas refaire ici l'histoire des négociations israélo-palestiniennes telles qu'elles se sont engagées au sommet de Camp David à l'été 2000, entre Yasser Arafat, Ehoud Barak et le président américain William Clinton. Elles se sont poursuivies dans les semaines qui ont suivi, malgré l'éclatement de la seconde Intifada à la fin du mois de septembre. Elles ont culminé avec les négociations de Taba, en janvier 2001, quelques jours avant les élections israéliennes qui ont ramené Ariel Sharon et la droite au pouvoir.

Ces négociations ne se sont pas vraiment achevées par un document précis, mais par des compromis sur des points évoqués par les documents palestiniens et qui sont rappelés dans Les Cent clefs du Proche-Orient (Alain Gresh et Dominique Vidal, Hachette, nouvelle édition à paraître en mars) :

« Les documents élaborés sur les quatre principaux dossiers (territoire, Jérusalem, sécurité, réfugiés) confirment cette appréciation : »

La délégation israélienne propose de restituer 94 % de « — la Cisjordanie (comprenant environ 20 % des colons) et, en échange des 6 % qu'elle annexerait, de céder l'équivalent de 3 % en territoires israéliens, plus 3 % pour le "passage sûr" devant relier la Cisjordanie et Gaza – et qui ne serait pas sous souveraineté israélienne. Elle accepte également le départ des colons du cœur d'Hébron et le démantèlement de Kyriat Arba ainsi que de toutes les colonies en territoire palestinien. Par rapport à Camp David, Israël renonce à la vallée du Jourdain, à Shilo, à l'est d'Ariel, et à quelques points plus isolés comme Kedumim et Bet El, ainsi qu'à une région au nord de la colonie de Modim (qui comprend 50 000 Palestiniens). »

La délégation palestinienne consent, elle, à céder 2 % « — de la Cisjordanie (comprenant environ 65 % des colons), en échange de territoires d'une même valeur (les Israéliens offrent des dunes de sable à Halutza, dans le désert du Néguev, aux confins de Gaza). L'évacuation devrait s'effectuer rapidement – trois ans selon Israël, dix-huit mois selon les Palestiniens. » Les positions se rapprochent aussi sur le partage de « — souveraineté à Jérusalem-Est, selon le principe du plan Clinton : les quartiers arabes sont intégrés dans l'Etat palestinien, les quartiers juifs annexés par Israël (ce qui entérine la colonisation juive à Jérusalem-Est). Les Palestiniens exigent la souveraineté sur le Haram El-Sharif (l'esplanade des Mosquées), les Israéliens sur l'ensemble du mur occidental (y compris le mur des Lamentations). Les négociateurs envisagent diverses suggestions, dont celle de confier la souveraineté des Lieux saints, pour une période limitée, aux cinq membres du Conseil de sécurité et au Maroc. »

Sur la sécurité aussi, les positions convergent. Les « — Palestiniens concèdent une limitation de l'armement de leur Etat, ainsi que l'installation, sous certaines conditions, de trois stations d'alerte israéliennes. La présence d'une force internationale sur les frontières est acceptée. »

La question des plus de 4 millions de réfugiés « — palestiniens éparpillés entre la Jordanie, la Syrie, le Liban et les territoires autonomes représente la pierre d'achoppement la plus embarrassante. Mais, pour la première fois, Israël reconnaît sa responsabilité dans le drame des réfugiés, accepte de contribuer directement à la solution du problème et affirme que celle-ci doit conduire à l'application de la résolution 194, qui stipule notamment qu'"il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins". Cinq possibilités seraient offertes aux réfugiés : le retour en Israël ; le retour dans des territoires israéliens cédés par Israël à la Palestine ; le retour dans l'Etat palestinien ; l'installation sur leur lieu de résidence (Jordanie, Syrie, etc.) ; le départ pour un autre pays (plusieurs Etats, dont le Canada, ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter d'importants contingents de Palestiniens). »

« Israël consent au retour sur son territoire de 40 000 réfugiés. Les Palestiniens estiment, eux, qu'une offre inférieure à 100 000 personnes ne permet pas d'avancer, tout en insistant sur le libre choix des réfugiés et en affirmant qu'ils ne veulent pas remettre en cause le caractère juif de l'Etat d'Israël. Une commission internationale et un fonds international seraient rapidement mis en place pour dédommager les réfugiés. »

Sur cette dernière question, celle des réfugiés, on trouvera dans les archives du blog le document proposé par la délégation israélienne, « [Une proposition israélienne oubliée sur les réfugiés palestiniens](#) ».

Bien sûr, entre les propositions du début des années 2000 et celles d'aujourd'hui, il y a des nuances, mais rien de plus. En revanche, le contexte a changé et on se demande, à lire les documents, si l'Autorité en est consciente. La délégation israélienne dirigée par Tzipi Livni, considérée comme plus « modérée » que l'actuel premier ministre, explique clairement qu'il n'est pas question de revenir aux paramètres des années 2000.

C'est ce qu'explique, par exemple, Udi Dekel, lors de la [réunion du 29 mai 2008](#) à Jérusalem (cette réunion se tient après la conférence d'[Annapolis](#) qui a promis un Etat palestinien pour la fin de l'année 2008). Il rétorque à la délégation palestinienne, qui met en avant les résultats obtenus lors des négociations de Camp David et de Taba :

« Depuis 2000, des choses sont arrivées et nous ne partons pas du même point. Vous avez commencé une guerre de terreur contre nous et nous avons créé des faits sur le terrain. C'est la réalité avec laquelle nous devons vivre, nous ne pouvons retourner à Camp David. Les circonstances ont énormément changé depuis lors. Les faits ont changé. Nous ne pouvons arrêter le temps et penser que nous sommes en l'an 2000. Le Proche-Orient a changé. »

Quant à la position de l'administration Obama, telle qu'elle se dégage de ces documents, elle est résumée par deux analyses publiées sur le site d'Al-Jazira en anglais : Gregg Carlston, « [Deep frustrations with Obama](#) » (24 janvier), et Mark Perry et Ali Abunimah, « [The US role as Israel's enabler](#) » (26 janvier) : non détermination à affronter le gouvernement israélien, sous-estimation de l'importance de Jérusalem, pressions sur les Palestiniens pour qu'ils fassent des concessions, etc.

Alain Gresh

jeudi 27 janvier 2011,

<http://blog.mondediplo.net:80/2011-01-27-Palestine-fausses-revelations-inquietants>

[2-4 Jacob Cohen : Les sayanim : des « agents dormants » très actifs au service d'Israël.](#)

[Les sayanim sont des juifs de la diaspora qui, par patriotisme, collaborent avec le Mossad dans le domaine de l'espionnage ou de la désinformation.](#)

Ils constituent également le thème principal du dernier roman de l'écrivain franco-marocain Jacob Cohen.

Investig'Action a interviewé M. Cohen lors de son passage à Bruxelles sur cet obscur réseau d'influence ainsi que sur l'état actuel et l'évolution de la situation au Proche-Orient.

INTERVIEW : Aurore Van Opstal & Abdellah Boudami

Qui sont les sayanim ?

Le mot hébreu sayan, au pluriel sayanim, désigne un Juif qui aime Israël, et qui, par « patriotisme », collabore avec le Mossad, dans deux domaines notamment : soit dans le domaine de l'espionnage, soit dans des activités de désinformation, manipulation, propagande. Les sayanim sont des personnes qui sont réparties dans toutes les couches et classes sociales de la société. Le gouvernement, le parlement, l'économie, les médias, et même, en fait, toutes sortes d'autres métiers. Prenons par exemple le cas d'un agent du Mossad qui a besoin d'une planque : un garagiste peut offrir un abri sûr. Donc le Mossad cherche à pouvoir établir des relations avec toute une série de personnes différentes, susceptibles un jour ou l'autre de leur rendre un service.

Ne vous reproche-t-on pas souvent d'être partisan de la « théorie du complot » ?

Oui, mais tout de même, il faut reconnaître avant tout que si Israël est ce qu'il est aujourd'hui, c'est grâce à sa diaspora. Jamais ce pays n'aurait pu être ce qu'il est aujourd'hui, en atteignant un tel niveau de développement, sans qu'il n'y ait de soutien de toute la « diaspora », ou plutôt de toutes ces communautés juives, un peu partout dans le monde. Qu'on pense au soutien américain, français, par exemple : il y a clairement des soutiens qui vont dans ce sens. Qu'on l'appelle complot, ou autrement, il y a quand même objectivement une communauté d'intérêts, avec des soutiens concrets, notamment des soutiens financiers, matériels. On ne peut pas nier cela. Et si certains, sans chercher à nier les faits qui sont têtus, veulent simplement les dénigrer en appelant cela « théorie du complot », nous en arrivons au procédé bien connu qui consiste à qualifier d'antisémite toute personne critiquant la politique israélienne.

Comment s'exerce l'influence des sayanim dans le champ médiatique ?

Il faut dire que je ne suis pas à l'intérieur de ce champ, mais, tout de même, il y a des cas qui éclairent ce genre d'interrogations. Un cas qui me paraît vraiment révélateur : la manière dont s'est diffusée le portrait et le nom de ce jeune caporal israélien, détenu dans la bande de Gaza, Gilad Shalit. Il n'est pas un pays en Europe et en Amérique où l'on ignore son nom, son âge. Cela, c'est en ce qui concerne le champ médiatique. Mais, ce même cas illustre l'influence des sayanim dans d'autres champs, notamment diplomatiques, politiques, etc.

En tant que lecteur de la presse israélienne, j'ai pu noter que les parents de ce jeune soldat ont été reçus par tous les gouvernements des grandes puissances. Par Merkel, cinq ou six fois, par Sarkozy, autant de fois, par Bush et Obama, par le Parlement européen. Le père d'un caporal, auquel on déroule un tapis rouge, semble recevoir le traitement auquel même la famille d'un général d'un de ces pays ne recevrait pas. Il y a clairement une organisation efficace derrière cela, car il faut des moyens financiers et diplomatiques importants. Et la famille d'un modeste soldat ne peut mobiliser seule de tels moyens, surtout pour un soldat d'occupation, il faut le rappeler.

Pour revenir aux médias, on peut penser à un autre cas frappant : celui des élections palestiniennes, que le Hamas avait remportées démocratiquement. Mais tout de suite après les résultats des élections, des voix se sont élevées de partout, en chœur, disant qu'il ne faut surtout pas négocier avec le Hamas. Une véritable levée de bouclier aux allures synchronisées, alors que la logique la plus élémentaire, pour le Parlement européen par exemple, eût été de dire aux Palestiniens : « Ok, nous avons acté votre choix, nous négocierons avec le représentant que vous vous êtes choisis démocratiquement ». Et il n'a pas fallu deux ou trois jours pour que ce qu'on appelle la « communauté internationale » se plie, s'incline véritablement, devant ce diktat insensé. D'un point de vue pro-israélien, par contre, il était tout à fait logique d'avoir véhiculé ces positions. Et je pense fermement que les sayanim ont fait tout ce qu'ils ont pu pour empêcher ce qu'Israël voulait éviter : le Hamas comme interlocuteur des négociations. En effet, celui-ci n'est pas corrompu comme l'est une bonne partie de l'autorité palestinienne depuis très longtemps.

Ces sayanim reçoivent-ils des rétributions en échange des services qu'ils rendent ?

Non, je ne pense pas. C'est assez simple pour le Mossad. Il n'a pas de difficultés à trouver des sayanim. Par exemple, il lui est facile de trouver des personnes disposées à apporter leur aide sein de Bnei Brith, qui est une organisation franc-maçonne juive comptant environ 500 000 membres de par le monde, et dont le profil part de la moyenne bourgeoisie jusqu'aux sphères les plus hautes de la société. Or, les membres de cette institution sont précisément, de par ce statut, des soutiens inconditionnels à Israël. Sur un demi-million de personnes, il n'est pas très difficile de demander les services de quelques uns. Victor Ostrovski (aujourd'hui écrivain, il a travaillé pour le Mossad ; ndlr) disait qu'il y avait certainement dans le monde un million de Juifs prêts à soutenir aveuglément Israël. Or, ce pays n'a pas besoin d'un million, un réseau constitué de 50 000 personnes est déjà très efficace.

En s'investissant pour Israël, certains juifs ne cherchent-ils pas, comme le laisse entendre les réactions des militants de l'Anti Defamation League dans le film *Defamation*, à se « racheter » une identité juive et une conscience, « perdues », en quelque sorte, du fait qu'ils ne sont pas juifs au sens pratiquant et religieux ?

Tout d'abord, précisons que le sionisme, en tant qu'idéologie politique, a été ultra minoritaire dans les communautés juives avant 1948. Nos dirigeants communautaires, quand j'étais au Maroc du temps de mon enfance, nous mettaient en garde contre le sionisme. Les sionistes étaient minoritaires, et pas qu'au Maroc : en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, les sionistes étaient vus comme des gens un peu fous, insensés. Même au sens du Yichouv, c'est à dire au sein des communautés juives vivant en Palestine, le sionisme n'était pas chose répandue, sans compter que les militants sionistes radicaux tabassaient les patrons juifs employant des Arabes, et ont même assassiné un dirigeant communautaire juif local qui voulait aller à Londres se plaindre de l'action des sionistes. C'est après 1948 que les sionistes ont réussi à « mettre la main » sur les communautés, c'est-à-dire à créer ce lien automatique entre juif et soutien à Israël. Je ne suis pas sûr que ce soit un transfert du religieux vers l'idéologie sioniste, puisque bien des leaders religieux aujourd'hui soutiennent Israël. Il y a beaucoup de conditionnement et de propagation de peur, laissant entendre que si on ne défend pas Israël, il y aurait à nouveau un génocide, des massacres, etc. Un exemple parmi des milliers d'autres : très récemment, un ministre israélien déclarait que le retour aux frontières de 1967 serait un nouvel Auschwitz. Cela relève proprement du lavage de cerveau. Israël est présenté comme une forteresse assiégée. En France, je vois chez les membres de la communauté juive, une impression forte que rien ne va, le sentiment que le monde entier les haït, un repli sur soi-même. Et Israël contribue fortement à créé ces impressions, ce qui lui permet de renforcer les liens. Par exemple, les étudiants français peuvent sans peine étudier en Israël trois ou cinq ans, tous frais payés.

Avez-vous une idée du nombre de sayanim qu'il pourrait y avoir en France ?

Mon estimation est qu'ils sont probablement de l'ordre de cinq mille. Pourquoi cinq mille ? Victor Ostrovski, dans ses écrits, parle d'environ trois mille sayanim uniquement pour la ville de Londres. En extrapolant un peu pour la France, on peut penser qu'ils doivent atteindre le nombre de cinq mille assez facilement. En ce qui concerne un cas pratique en France, on peut penser à une anecdote rapportée par Ostrovski. Dans les années 1980, suite à un accord pour une centrale nucléaire, des étudiants irakiens étaient venus étudier au Centre d'Etude Atomique de Saclay. Evidemment, sur ce genre de dossier, le Mossad se doit d'obtenir des informations et récolter tous les éléments possibles concernant ces étudiants, la possibilité de les manipuler, etc. Des services secrets, normalement, aurait du consacrer plusieurs semaines au difficile travail d'infiltration, et de récolte d'informations. Pour le Mossad, c'est bien plus simple ! Ils ont pu compter sur l'aide d'un sayan. Ce dernier a été contacté, il a photocopié les dossiers demandés, les a remis à leur place et communiqué les copies au Mossad. Voilà, très simplement.

Il est clair qu'une antenne du KGB aurait besoin, pour Paris par exemple, d'au moins quelques centaines d'agents. Le Mossad peut compter sur six ou sept sayanim, puisque ceux-ci sont déjà au centre des institutions.

Mais pourquoi n'entend-on jamais parler des sayanim ?

C'est une question difficile, à laquelle je n'ai pas de réponse à vous apporter de manière certaine. On en parle dans le monde saxon, et pas du tout dans le monde francophone. Il semble que l'atmosphère en France est propice à l'étouffement, parce que les gens ont peur d'être montrés du doigt, d'essuyer les critiques. Il ne s'agit même pas de menaces ou de contrainte directe. Et puis, de toute manière, comme le dit Noam Chomsky, la sélection s'opère à l'amont, et les journalistes qui détiennent les postes-clés sont des personnes qui vont dans le sens de l'ordre établi et ne vont pas le bousculer. Et ceux qui ne se conforment pas à cela se font simplement licencier. On peut citer le cas de RFI (Radio France Internationale), qui a connu trois rédacteurs en chef licenciés ou poussés à la démission pour avoir exprimé des opinions non-conformes en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien. Je connais le cas d'une journaliste d'Europe 1 dont je tairais le nom qui, après avoir fait un reportage sur les enfants palestiniens, a essuyé tant de critiques vives qu'elle a préféré tout simplement ne plus en parler.

Mais, au fond, n'est-ce pas une pratique courante des Etats de se constituer des réseaux à l'étranger ? On peut penser au régime marocain qui mobilise de tels réseaux dans les pays où résident des immigrés partis du Maroc ? Où y a-t-il une spécificité israélienne ?

Il n'y a pas matière à comparer, tant la puissance du réseau israélien constitué par les sayanim est impressionnante. Evidemment les autres Etats tentent de construire des réseaux à l'étranger, mais le Maroc serait bien en peine d'avoir l'équivalent de trois mille sayanim en Belgique, par exemple. Et il lui sera difficile d'avoir des exécutants qui obéissent au doigt et à l'œil à l'instar de ce que les sayanim sont prêts à faire pour Israël. Il y a des différences qui tiennent à plusieurs raisons. D'une part, Israël est un pays en guerre, un pays d'occupation. Il se doit donc d'être actif au maximum. D'autre part, il y a un caractère très particulier à l'attachement que réservent certains membres de la communauté juive envers Israël, que ne connaissent pas les autres Etats.

Pour ce qui est du conflit israélo-palestinien, quelle est votre vision de l'état actuel des choses et de l'évolution possible ?

Bon, pour moi, une chose est claire : Israël ne veut pas la paix. C'est un principe clair et sans appel établi par l'Etat israélien naissant en 1948, à savoir qu'il ne peut y avoir qu'un seul nationalisme entre le Jourdain et la Méditerranée. D'ailleurs, d'un point de vue israélien, pendant trois décennies, le Palestinien n'existait pas. Les Israéliens considéraient que c'était des Arabes venus de Jordanie, de Syrie, qu'ils n'avaient qu'à y retourner, et que rien ne pouvait justifier un attachement de ces personnes à des terres palestiniennes. Cette méthode n'a pas été concluante, et au bout de cette période, vers la fin des années 1980, la méthode a changé. Les Israéliens étaient prêts à donner un drapeau, quelques confettis territoriaux, un semblant d'autonomie, etc. La preuve concrète qu'ils ne veulent pas de paix, malgré ces apparentes concessions, est tout simplement que la colonisation se poursuit sans arrêts. Même Yitzhak Rabin, présenté comme un homme de paix, l'artisan des accords avec les Palestiniens, était surtout un homme très intelligent et sioniste jusqu'au bout ! Il a réussi un coup de maître avec un semblant d'accord de paix, ce qui a permis d'ouvrir des relations diplomatiques et commerciales avec nombre de pays importants auparavant réticents (Inde, Chine, etc), en échange d'une autonomie de façade et de quelques voitures de fonction cédées à une autorité palestinienne très faible et insignifiante. Pour l'anecdote, un soldat israélien a fait sortir un ministre palestinien de sa voiture de fonction et l'a obligé à traverser le check point à pied ! C'est vous dire à quel point ils comptent peu. L'image de « l'Arabe » en Israël est désastreuse, et c'est une coutume très répandue, là-bas, que de coller un sticker « *mort aux Arabes* » à l'arrière de sa voiture. Israël est un Etat raciste, et je vois mal ce pays désirer la paix avec des individus profondément méprisés et déshumanisés.

Quid de l'évolution du conflit ?

Je pense qu'Israël va s'enfermer de plus en plus dans cette impasse, et que la logique de l'occupation prévaudra jusqu'à entraîner une grosse crise, notamment vis-à-vis de l'Union européenne qui ne pourra plus accepter et fermer les yeux sur la situation du Proche-Orient. Les actions citoyennes vont vraisemblablement prendre de l'importance et exercer des pressions sur les dirigeants. Sur quoi cela peut-il déboucher ? Difficile à dire, mais, à mon avis, soit sur une tragédie sanglante, j'en ai bien peur, soit sur un revirement des puissances. Car après tout, si l'Union européenne et les Etats-Unis soutiennent Israël aujourd'hui, ça peut très bien changer dans dix ans ou quinze ans. Et dans ce cas de figure, je

pense que la solution à un Etat peut être envisageable, avec des Israéliens forcés à négocier et à céder. En tout cas, je pense qu'à terme, et ce n'est pas tellement une question de ce que je voudrais, mais de ce que j'observe, ça ne peut qu'aller vers la solution à un Etat. J'espère une chose, c'est que ce ne sera pas trop sanglant...

Jacob Cohen

Jacob Chohen est un écrivain franco-marocain. Il est né en 1944 dans le Mellah de Meknès. Il obtient une licence en Droit à la Fac de Casa. Ensuite, il fait Sciences-Po à Paris et émigre à Montréal et à Berlin. Il est de retour au Maroc en 1978 et devient maître-assistant à la Fac de Casa jusqu'en 1987. Enfin, il s'installe à Paris et écrit. Il a publié 5 romans jusqu'à présent. Investig' action l'interroge sur son dernier roman : « Le printemps des sayanim » (1).

5 janvier 2011

Note :

() : Voir la présentation du livre et de l'auteur [ici](#)

Aurore Van Opstal et Abdellah Boudami sont co-auteurs avec Michel Collon du livre *Israël, parlons-en !*

Source : www.michelcollon.info